

<sup>1</sup> <http://www.cbs.nl/NR/rdonlyres/42FACEB0-E049-49D6-9553-DBC6F969DFC65/0/pb14n012.pdf>.

<sup>2</sup> <http://www.uvw.nl/OverUWV/perscentrum/persberichten/2014/Steeds meer bedrijven maken gebruik van ZZPers.aspx>.

<sup>3</sup> Voir par exemple : F.B.J. Grappe-  
rhaus, « De toren van Babel en het in  
het Wetsvoorstel Werk en Zekerheid  
beoogde nieuw ontslagstelsel », *Tijdschrift Recht en Arbeid* 2014/22  
et les rapports cités dans cet article.

<sup>4</sup> EK 33 818, Memorie van Antwoord :  
<http://www.rijksoverheid.nl/nieuws/2013/11/29/wet-werk-en-zekerheid-naar-de-tweede-kamer.html> et <http://www.rijksoverheid.nl/documenten-en-publicaties/kamerstukken/2014/05/01/aanbiedingsbrief-memorie-van-antwoord-wetsvoorstel-wet-werk-en-zekerheid.html>.

### I - Contexte

L'économie néerlandaise se remet lentement de la crise, mais le taux de chômage reste important (8,6%)<sup>1</sup>. Ce sont surtout, les personnes peu qualifiées et de plus de 55 ans qui occupent une position défavorable sur le marché du travail. Par ailleurs, de plus en plus d'entreprises louent les services de travailleurs indépendants sans personnel<sup>2</sup>.

### II - Coalitions politiques

Il semblerait que le gouvernement actuel composé du parti libéral (*VVD*) et du parti socialiste (*PvdA*) réussit à réaliser certaines de ses ambitions. Ce n'est pas (encore) le cas d'une réforme prévue des pensions de retraites, le projet législatif n'ayant pas bénéficié de la majorité requise dans la première chambre du Parlement. Mais, grâce aux coalitions d'occasion avec plusieurs partis ne participant pas au gouvernement (en particulier *D66*, *Groen Links*, *CHU* et *SGP*), plusieurs projets législatifs cruciaux dans le domaine du droit du travail et de la sécurité sociale ont été adoptés par la deuxième chambre du Parlement. Le premier prévoit une importante réforme du droit du licenciement et des allocations chômages (*Wet Werk en Zekerheid*). Le deuxième concerne l'accès à l'emploi de personnes handicapées (*Participatiewet*). Pour que ces projets deviennent loi, une majorité dans la première chambre du Parlement est bien sûr requise.

### III - Travail et sécurité (*Werk en Zekerheid*)

Alors que la position des salariés ayant des emplois précaires a été l'objet de plusieurs lois (entre autres la loi sur la flexibilité et la sécurité – *Wet Flexibiliteit en Zekerheid* - entrée en vigueur en 1999), ce n'est pas le cas des salariés ayant des contrats permanents. La réforme qui est maintenant proposée aura des conséquences pour ces deux groupes et vise à favoriser la sécurité du travail plus que celle de l'emploi, le slogan étant : *van baanzekerheid naar werkzekerheid*. Dans la littérature académique et dans différents rapports d'organisations nationales, les moyens pour atteindre les objectifs visés – par exemple l'augmentation d'emplois – ne sont pas considérés comme suffisants<sup>3</sup>. Ce projet de loi dont discutent actuellement les délégués de la première chambre du Parlement prévoit en premier lieu des changements visant à améliorer la position des salariés ayant des contrats précaires<sup>4</sup>. Ainsi, les CDD auront droit à un contrat à durée indéterminé après deux ans et non trois comme prévu dans le droit actuel. Ceci pour éviter des contrats successifs imposés au salarié. Les salariés dépendants d'un système de *payrolling* – par lequel une entreprise délègue la responsabilité de l'employeur à un bureau s'occupant du paiement des salaires et employant le personnel de l'entreprise – seront mieux protégés contre le licenciement. L'usage de « contrats de nulle heure » (donc sans spécification de la durée du travail) sera limité et même interdit dans les services de santé. Un changement

important concerne le droit du licenciement. Le contrôle préventif d'un licenciement sera maintenu et deux possibilités sont prévues pour l'employeur voulant congédier du personnel. Tout licenciement pour motif économique ou pour cause d'incapacité de travailler de longue durée devra passer par *UWV* (l'organisation qui est chargée de l'exécution des lois de sécurité sociale s'appliquant aux salariés et de la réintégration sur le marché du travail) alors qu'un licenciement pour motif personnel devra être présenté au juge (*kantonrechter*). Dans les deux cas, un salarié ayant travaillé avec un contrat pendant plus de deux ans aura droit à une compensation de transition (de 75 000 € au maximum ou un an de salaire pour les personnes gagnant plus de 75 000 € par an). Cette compensation a pour but de faciliter une transition d'un emploi ou d'une profession à l'autre et/ou peut être utilisée pour financer une formation professionnelle. Le projet de loi prévoit des dispositions spécifiques pour les PME.

Un autre changement qui aura beaucoup de conséquences se réfère à l'assurance chômage, suite à l'accord social<sup>5</sup> conclu en avril 2013. Les allocations publiques seront progressivement réduites à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2016 de 38 à 24 mois. Des allocations plus longues (de 24 à 38 mois) devront être négociées dans le cadre de conventions collectives. De plus, les personnes étant au chômage depuis plus de 6 mois devront accepter toute proposition de travail disponible. Si le salaire est moindre que l'allocation de chômage, la personne bénéficiera d'un supplément octroyé dans le cadre de la loi sur le chômage (*Werkloosheidswet*).

## IV - Participation

Ceci semble être le mot-clé de la politique sociale actuelle, qui favorise une société dans laquelle le rôle de l'État diminue au profit d'une plus grande responsabilité personnelle pour soi-même et ses proches. Cette tendance va de pair avec une décentralisation des pouvoirs publics nationaux aux communes et des restrictions budgétaires. Un exemple en est donné avec la loi sur le soutien social (*Wet Maatschappelijke Ondersteuning*), dont dépendent les personnes handicapées, âgées ou ayant des problèmes psychiques<sup>6</sup>.

Le projet de loi sur la participation au marché du travail des personnes handicapées se nomme « loi sur la participation » (*Participatiewet*) et a été adopté par la deuxième chambre du Parlement, après avoir été l'objet de longs débats<sup>7</sup>. Ce projet a pour but de faciliter l'accès au marché du travail des personnes handicapées en créant 100 000 emplois supplémentaires dans des entreprises et 25 000 dans les services publics. À partir de 2015, les communes disposeront d'un budget pour réaliser des aménagements en vue de créer ces emplois. Plusieurs lois actuelles formeront une seule loi, s'appliquant à toute personne n'étant pas capable de gagner un salaire minimum légal. Certains groupes de jeunes handicapés et les salariés d'entreprises spécifiques pour personnes handicapées garderont leurs droits actuels. Le projet vise aussi à réduire les dépenses de l'État dans ce domaine et a été l'objet de vives critiques, entre autre de la part d'organisations d'handicapés et de syndicats.

<sup>5</sup> Voir S. Burri, « Actualités juridiques Internationales : Pays-Bas », *Revue de droit comparé du travail et de la sécurité sociale*, 2013/1, pp. 124-125.

<sup>6</sup> Voir <http://www.rijksoverheid.nl/onderwerpen/wet-maatschappelijke-ondersteuning-wmo>.

<sup>7</sup> Voir <http://www.rijksoverheid.nl/nieuws/2014/02/20/brede-steun-in-tweede-kamer-voor-participatiewet.html>.

